



NOTE D'INFORMATION – MISSION DE PLAIDOYER D'EUROMED DROITS, 10-12 DECEMBRE 2019

Révision de la politique migratoire française : l'impact sur les droits des migrant·e·s originaires des pays du Maghreb

Les mesures annoncées le 6 novembre 2019 par le Premier Ministre français sur la révision de la politique migratoire de la France vont avoir un impact particulier sur les personnes migrantes originaires du Maghreb.

En effet, en 2018, 29,3% des immigrés vivant en France étaient originaires du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et la France reste l'une des premières destinations pour les personnes nées dans ces pays – près de 80% des migrants algériens, 61% des migrants tunisiens et 33% des migrants marocains vivent en France.

Dans le cadre d'une mission de plaidoyer à Paris du 10 au 12 décembre 2019, soit une semaine avant la date symbolique du 18 décembre, Journée internationale des migrants, cette note d'information d'EuroMed Droits a pour objectif de sensibiliser les responsables politiques français à l'impact qu'auraient certaines des mesures proposées et de suggérer des recommandations afin de s'assurer du respect des droits des migrant·e·s originaires des pays du Maghreb.

Forte restriction de l'accès à la sécurité sociale

Lors des migrations, les individus sont confrontés au risque de perdre leur droit à des prestations de sécurité sociale dans leur pays d'origine tout en ayant un accès limité au système de sécurité sociale du pays d'accueil. Les annonces par le gouvernement français concernant l'accès aux soins de santé pour les personnes étrangères représentent un recul sans précédent.

L'annonce d'un délai de carence pour les demandeurs d'asile, les démarches administratives rendues de plus en plus complexes pour l'accès à l'aide médicale d'État et la restriction de la couverture maladie vont conduire à une précarisation croissante de personnes déjà vulnérables. L'accès à la protection sociale est un droit fondamental et doit être abordé non seulement en termes d'égalité de traitement, mais également en termes de portabilité des droits. Aucune mesure n'a été annoncée en faveur des droits des migrant·e·s vivant en France quant à cette question centrale.

En matière de portabilité des droits, et malgré l'existence d'une convention bilatérale avec la Tunisie en matière de sécurité sociale, la situation spécifique des « retraités » demeure précaire. En effet, le bénéfice des droits à la retraite demeure conditionné de part et d'autre par des mécanismes qui rebutent les ayant-droits.

Durcissement du regroupement familial

Le droit à la vie familiale est un droit fondamental garanti par un corpus de textes internationaux. Les annonces du gouvernement français et les évolutions du droit français au fil des réformes relatives au durcissement des conditions d'accès au regroupement familial sont inquiétantes. La procédure en la matière est devenue longue et complexe, soumise à celles de la délivrance du/des visa(s) nécessaire(s) mais aussi à l'appréciation des moyens matériels et du logement du/de la regroupant·e.

Les mineurs non accompagnés en danger

L'approche des questions de protection des personnes mineures non accompagnées (MNA) sous l'angle de la lutte contre la « fraude migratoire » est préoccupante. La prise en charge des MNA (accueil, mise à l'abri, accompagnement) doit être effective à travers le prisme de l'intérêt supérieur de l'enfant, dans le respect des obligations qui incombent à la France, partie à la Convention internationale des droits de l'enfant, dont on vient de fêter le 30^{ème} anniversaire. La situation précaire des familles séparées dont les demandes n'aboutissent pas et les conséquences pour les mineurs sont à souligner à cet égard. L'ensemble du système français de mise à l'abri des mineurs connaît actuellement une crise majeure.

Risque accru d'une « fuite des cerveaux »

Concernant les quotas professionnels par métier, l'amplification de la logique d'« immigration choisie » défendue lors de la Présidence de M. Sarkozy, est problématique pour aborder les migrations professionnelles. On ne peut négliger le fait que cette approche peut conduire à un accroissement du phénomène de la « fuite des cerveaux » des personnes originaires du Maghreb vers la France, sans répondre aux aspirations de la jeunesse issue des systèmes de formation.

De tels quotas existent déjà dans le cadre d'accords bilatéraux entre la France et la Tunisie. Cela s'est traduit au cours des trois dernières années par une augmentation substantielle du nombre de départs de Tunisie de médecins, informaticiens, ingénieurs, etc.

Détournement de l'objectif de l'aide au développement

Si l'augmentation de l'aide au développement (APD) prévue est une annonce positive, son utilisation comme un levier au service de la politique migratoire ne l'est pas ; elle constitue un détournement de l'objectif de l'ADP qui, selon l'OCDE, est de « favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

Cette démarche s'appuie, en outre sur un argument erroné : l'élévation du niveau de vie d'un pays ne s'accompagne pas d'un recul de l'émigration, bien au contraire.

Renvoi de migrant·e·s vers les pays du Maghreb

L'accent mis sur le renvoi des personnes en situation irrégulière, notamment via le renforcement et la multiplication de partenariats et d'accords de réadmission avec des pays tiers - notamment les pays du Maghreb - exposent les migrant·e·s à des risques de violations de leurs droits humains. La réadmission des migrants vers leur pays d'origine pose un

problème de fond notamment du fait que certains pays du Maghreb criminalisent les sorties irrégulières de leur territoire et possèdent des législations liberticides.

De nombreux cas d'entraves aux libertés publiques et individuelles sont documentés, tels que :

- les menaces à l'encontre des défenseur·e·s des droits humains en Algérie ;
- les discriminations et les violences faites aux femmes, par exemple les cas de violence domestique au Maroc ;
- les persécutions des personnes LGBTQI+ par la criminalisation des relations entre personnes du même sexe en Tunisie, Algérie et au Maroc ;
- les violations des droits des personnes migrantes et réfugiées dues à des systèmes d'asile et d'accueil quasi inexistantes ;
- les discriminations et exploitations diverses ainsi que les nombreux cas documentés de déplacements forcés, refoulements à chaud, mauvais traitements, violences et même de morts de migrant·e·s, par exemple dans les régions de Nador et Oujda au Maroc.

Contexte

La France et la Tunisie, à l'instar de la quasi-totalité des pays de l'UE, n'ont pas adhéré à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. De même, la France a exclu les dispositions de l'annexe 2 de la Convention (révisée) de l'Organisation internationale du travail (OIT) n°97 concernant les travailleurs migrants, tandis que l'Algérie et le Maroc ont ratifié cette Convention en excluant respectivement les dispositions de l'annexe 2 (Algérie) et de celles des annexes 1 à 3 (Maroc). Ni la France, ni aucun des pays du Maghreb concernés (Algérie, Maroc et Tunisie) n'ont ratifié la Convention n°143 (dispositions complémentaires) de l'OIT concernant les travailleurs migrants.

La ratification par la France de ces conventions serait un témoignage de sa volonté d'inscrire sa stratégie migratoire, dont les dernières mesures annoncées, dans un socle conforme aux Conventions internationales.

Recommandations

1. Réformer la politique de visas afin de permettre une libéralisation des visas pour des raisons de travail, d'étude et de réunification familiale, et assouplir les conditions de regroupement familial ;
2. Maintenir l'aide au développement dans le cadre d'une politique bilatérale concertée avec les pays du Maghreb, en tant qu'outil pour le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays bénéficiaires, que cela soit au niveau des instruments de coopération français et européen ;

3. Assouplir les conditions d'accès à l'asile pour les demandeurs-es se trouvant dans des situations à risque, ex. en Algérie, et maintenir les pays du Maghreb hors de la liste des pays sûrs de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ;
4. Renoncer à la multiplication de partenariats en matière de renvoi de migrant-e-s avec les pays du Maghreb et focaliser la coopération sur l'établissement de voies migratoires légales et la promotion de la mobilité migratoire, tant au niveau français qu'au niveau européen ;
5. Résolument inscrire le dispositif « mineurs non accompagnés » (MNA) sous le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, dans le respect des obligations qui incombent à la France, partie à la Convention internationale des droits de l'enfant ;
6. Ne pas mettre en œuvre la restriction prévue de l'accès à l'aide médicale d'Etat, et assurer la portabilité des droits en permettant aux bénéficiaires de jouir de leurs droits en matière de sécurité sociale quel que soit le lieu de résidence ;
7. Adhérer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et inviter la Tunisie à suivre la même voie que ses voisins maghrébins (Algérie, Maroc) ; lever les réserves sur les dispositions de l'annexe 2 de la Convention n°97 de l'OIT ; ratifier la Convention n°143 de l'OIT et inviter l'Algérie, le Maroc et la Tunisie à faire de même.